

L'entente Est-Ouest

Source: CVCE.

Copyright: (c) CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL: http://www.cvce.eu/obj/l_entente_est_ouest-fr-d248d4e8-cbbe-4b97-9af9-eefdc49d23e6.html

Date de dernière mise à jour: 07/07/2016



L'entente Est-Ouest

Le 1^{er} août 1975, l'acte final du sommet d'Helsinki clôt la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) ouverte le 3 juillet 1973. La CSCE se présente comme un forum de négociations permanentes qui, sans être institutionnalisé, vise à renforcer la coopération entre des États longtemps antagonistes et, indirectement, à dépasser la division de l'Europe en blocs situés de part et d'autre du mur de Berlin. Relevant d'une approche euro-atlantique, y participent de plein droit tous les pays dont le territoire se situe, en tout ou en partie, sur le continent européen ainsi qu'aux États-Unis et au Canada. De fait, seule l'Albanie se tient à l'écart de la CSCE. Les trente-cinq participants, membres de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN), du pacte de Varsovie ou neutres, reconnaissent les frontières établies *de facto* en Europe depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. L'accord d'Helsinki porte en outre sur la non-intervention dans les affaires intérieures, sur les questions militaires, sur la coopération économique, technique et scientifique, sur les principes démocratiques et même sur la protection de l'environnement.

Le début des années soixante-dix est également marqué par la volonté de détente entre les deux Grands. Par les traités SALT1 (*Strategic Arms Limitation Talks*) du 26 mai 1972 sur la limitation des armements stratégiques, ils s'engagent à ne pas fabriquer d'armes stratégiques pendant cinq ans, à limiter le nombre de missiles antimissiles ABM et à ne plus construire des rampes de lancement terrestres. Cet accord n'enlève cependant rien à la puissance des États-Unis et de l'URSS puisque les deux Grands détiennent toujours un arsenal nucléaire qui rend possible un *overkill*, c'est-à-dire que les deux nations possèdent un arsenal nucléaire suffisant pour pouvoir se détruire l'une et l'autre plusieurs fois.

Autre signe de détente, les États-Unis lèvent partiellement l'embargo commercial instauré à l'encontre de l'URSS en 1949 et signent avec Moscou un accord commercial en octobre 1972. La visite de Leonid Brejnev aux États-Unis, en juin 1973, permet également la signature d'un traité sur la prévention de la guerre nucléaire. Un troisième sommet entre Leonid Brejnev et Richard Nixon à Moscou et en Crimée en juin-juillet 1974 est moins satisfaisant, car la guerre du Kippour, opposant Israël et une coalition arabe menée par l'Égypte et la Syrie, pèse sur les relations entre les deux Grands.

Les accords SALT I ont eu paradoxalement pour conséquence de stimuler la course aux armements: le développement des missiles à têtes nucléaires multiples, des armes tactiques, des bombardiers et de la «bombe à neutrons» est en effet accéléré, car ces équipements ne sont pas couverts par l'accord de 1972. En conséquence, les négociations pour un second accord SALT traînent en longueur et les dépenses militaires soviétiques et américaines s'accroissent. Les accords SALT II sont finalement signés le 18 juin 1979: ils limitent le nombre de lance-missiles et de bombardiers. Or, ils ne sont pas entrés en vigueur, en raison de l'intervention soviétique en Afghanistan. De plus, les accords SALT II n'empêchent pas le déploiement en Europe de nouveaux missiles soviétiques à moyen rayon d'action, les SS-20: à la fin des années 1970, la crise des euromissiles commence.